Crise sanitaire : déclaration du PCF (P. 3)

COMMUNISTES

Municipales 2020

Premiers éléments d'analyse pour le PCF sur les communes de plus de 3 500 habitants (P. 5)

vidéo

Coronavirus : Le monde du travail est en 1ère ligne (Fabien Roussel)

L'AIR DU TEMPS

Petit plaisir

En ces temps incertains, les petits plaisirs sont rares mais chers. Ainsi en est-il de la lecture des commentaires de presse (de droite) sur le score d'Edouard Philippe au Havre face au communiste Jean-Paul Lecoq. On y voit (dans *Le Parisien, Le Figaro*) un premier ministre « confiné dans un hôtel au pied des docks », organisant en catimini, après le scrutin, une conférence de presse, lors d'« une bien étrange soirée ». Edouard Philippe, apprend-on, redoute le face-à-face avec Jean-Paul Lecoq car « Matignon se serait bien accommodé d'une quadrangulaire pour le faire gagner ». Quant à son intervention, ce soir-là, on saura juste que « l'homme reste discret, très discret », « qu'il se garde bien de faire le moindre commentaire sur son résultat, préférant concentrer l'essentiel de son propos sur la crise du coronavirus ». Ce n'est peut-être pas très charitable de se réjouir des déboires d'autrui ; n'empêche, parfois, ça fait du bien.✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse : ..... €

"En pleine bataille des retraites donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

L'AMOUR AU TEMPS DU CORONAVIRUS

D'après «Les amants» de René Magritte, 1928

OFFREZ-VOUS
100 ANS D'HISTOIRE...

Us !!!5Es às !!!5Es Cause ★ commune
à ne pas rater !

15€

NUMÉRO SPÉCIAL
CENTENAIRE DU PCF
Tirage limité
192 pages

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

BULLETIN DE COMMANDE

Cause commune, n°14-15, janvier-février 2020 • PCF 100 ans d'histoire

❑ Fédération / ❑ Section.....

Adresse .....

Code postal.....Ville .....

Adresse électronique ..... Mobile .....

❑ Je souhaite recevoir ..... exemplaire(s) du numéro 14-15, janvier février 2020 • prix à l'unité 15 € (+ 1€ DE FRAIS DE PORT/NUMÉRO)

❑ Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de : Association Paul-Langevin

À envoyer à : CAUSE COMMUNE : 6, avenue Mathurin-Moreau - 75167 Paris Cedex 19

Coronavirus/crise sanitaire

Déclaration du PCF (16/03/2020)

Notre pays connaît une crise sanitaire majeure. La priorité doit être la mobilisation de la nation tout entière contre la pandémie et pour la protection de nos concitoyennes et concitoyens. Cela exige des mesures exceptionnelles. Les communistes entendent y prendre toute leur part. Au vu des recommandations des autorités sanitaires et des professionnels de santé, le report du second tour des élections municipales est aujourd'hui incontournable. Cela doit, naturellement, se faire dans le respect du vote démocratique des électrices et électeurs, et des résultats acquis lors du premier tour, ce dimanche 15 mars. Comme ils l'ont toujours fait dans l'histoire lorsque l'essentiel était en jeu, les communistes et leurs élus se mettent à la disposition du pays. Pour contribuer à prendre toutes les mesures d'urgence sanitaire et économique qui s'imposent. Pour construire avec les citoyennes et les citoyens les solidarités indispensables pour faire face à la menace. Pour aider les professionnels de la santé et les agents du service public dans leurs missions essentielles. Pour cela, les communes et leurs 500 000 élus locaux seront en première ligne et joueront un rôle important. Partout, dans les heures qui viennent, les instances nationales, départementales et locales du PCF vont se concerter et prendre les dispositions exceptionnelles leur permettant de s'engager pleinement dans ce combat vital pour la France, pour l'humain, pour la planète. Le Parti communiste français propose, dans cet esprit, que se mette sans délai en place une instance, un Comité d'urgence nationale, où les forces politiques ainsi que les organisations syndicales et professionnelles se retrouveront. Car la gravité de la situation impose la transparence totale avec l'ensemble des forces vives du pays. Le Parlement doit aussi être réuni, sous des formes à définir, pour prendre les décisions exceptionnelles que la situation exigera. Dans les prochaines heures, le Parti communiste français contribuera à cette action commune en soumettant à la discussion ses propositions pour triompher de cette crise.✪

Premier tour des élections municipales

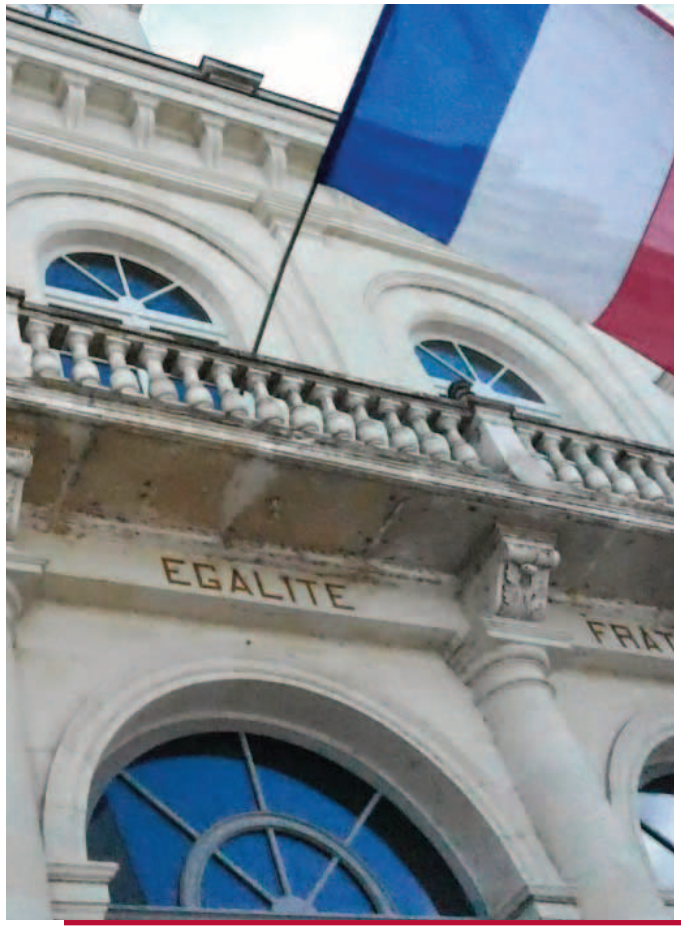
Déclaration du Parti communiste français

Le premier tour de ces élections municipales s'est tenu dans la situation exceptionnelle de la crise sanitaire du coronavirus. Cela a évidemment pesé sur une abstention qui, à plus de 54 %, s'avère historique. Il faut, dans ce contexte particulièrement difficile, saluer l'engagement des élus municipaux et des personnels communaux, qui ont permis la continuité de cet exercice démocratique essentiel.

Cet engagement constitue un atout pour la mobilisation de toute la nation et pour la construction des solidarités populaires indispensables face à la menace pesant sur le pays. La priorité est à l'amplification de la mobilisation nationale contre la pandémie. Il appartient dans ce cadre à l'exécutif d'informer, sur la base des estimations des autorités sanitaires, sur l'évolution de la pandémie et sur les conditions dans lesquelles les opérations de vote du second tour pourront ou non se tenir.

Parce que l'implication de chacun et chacune va être indispensable, les décisions à prendre ne peuvent relever du seul président de la République et de son gouvernement. Elles doivent être prises en concertation avec les partis représentés au Parlement, qui doivent être prochainement réunis.

Au-delà, les premiers résultats du scrutin font apparaître la bonne tenue des listes de large rassemblement à gauche, et tout particulièrement de celles que conduisent des communistes. Ainsi, à cette heure, alors que l'on ne connaît pas encore tous les résultats, sont notamment remportées au premier tour des villes comme Montreuil-sous-Bois, Stains, Fontenay-sous-Bois, Bonneuil, Nanterre, Gennevilliers, Martigues, Vierzon, Dieppe, Tarnos, Saint-Amand-les-Eaux, Avion, etc. Au Havre, le Premier ministre subit la sanction de la politique de casse sociale et de régression démocratique de son gouvernement. Il perd 8 points sur son résultat de 2014, Jean-Paul Lecoq obtenant face à lui le score de 35 %.



Le Parti communiste français y voit une invitation à défendre les communes, pilier de notre République, et à consolider les politiques publiques qui font de celles-ci des laboratoires de progrès social et écologique au quotidien. Plus que jamais, l'humain et la planète doivent être au cœur des politiques à mettre en œuvre pour répondre aux attentes des Françaises et des Français.

Ce soir, les communistes et leurs élus sont mobilisés pour poursuive la bataille engagée pour le premier tour de ces municipales. Partout où c'est possible, ils appellent au plus large rassemblement des forces de gauche et écologistes pour l'emporter face aux listes soutenues par le gouvernement, la droite et l'extrême droite.✪

Paris, 15 mars 2020

Municipales 2020

Premiers éléments d'analyse pour le PCF sur les communes de plus de 3 500 habitants

Le premier tour des élections municipales 2020 s'est déroulé dans les circonstances exceptionnelles que l'on connaît. Les derniers jours de campagne, c'est-à-dire le moment où une part de plus en plus importante d'électrices et électeurs arrêtent leur choix, ont été fortement perturbés. La participation a connu une baisse et un niveau inédit depuis 1945 en passant de 63,55 % à 46,5 % en France métropolitaine : 79% des abstentionnistes se déclarant inquiets du Covid-19[1] contre 69 % pour les votants. Cette crainte du virus a affecté plus l'électorat de gauche (79 %), que les électorats LREM (73 %), de droite (76 %) et du RN (71 %). Elle a été nettement moins forte en zone rurale (68 %) qu'en zone urbaine (76 %), chez les 18-25 ans (68 %) que chez les plus de 65 ans (78 %). Si le virus, avec d'autres événements nationaux et internationaux : réforme des retraites, mouvement des Gilets jaunes, crise climatique, a dû donc avoir un impact certain sur les élections municipales dans l'immense majorité des communes, il n'en a pas pour autant faussé fondamentalement les résultats.

Dans les 3 074 communes, arrondissements, secteurs de plus de 3 500 habitants en France métropolitaine, soit 42,7 millions d'habitants, 375 listes avaient une tête de liste investie par le PCF, ce qui représente 7,2 millions d'habitants. Par ailleurs, toujours sur les communes de plus de 3 500 habitants, le PCF avait des candidats dans plus de 800 listes

de gauche, écologiques et citoyennes. Avant le scrutin, il y avait sur ces communes de plus de 3 500 habitants 145 maires communistes ou apparentés ou membres de l'Association nationale des élu·e·s communistes et républicains administrant une population de 2,4 millions d'habitants.

Sur ces 145 communes, 101 ont réélu un.e maire communiste ou apparenté (1 368 832 habitants), 39 sont dans un ballottage de 2e tour (998 191 habitants) et 5 ont été perdues (31 756 habitants). Sur les autres communes de plus 3 500 habitants où il y avait une tête de liste communiste ou investie par le PCF, 11 communes (60 486 habitants) ont été gagnées et dans 73 communes où nous faisons plus de 10 % nous sommes en position de maintenir nos listes ou de fusionner avec d'autres. Nous sommes donc, avant le 2e tour qui devrait se dérouler au mois de juin, sur un solde positif de communes ayant à leur tête une mairie communiste ou apparenté. Par ailleurs sur la strate des communes de 1 000 à 3 500 habitants, 113 villes ont réélu une municipalité communiste ou apparenté.

Si ces résultats, malgré des inégalités et quelques déceptions ou revers, sont plutôt dans l'ensemble encourageants pour les communistes en cette année du centenaire, il convient dès que la situation sanitaire le permettra de préparer activement les 2e tours dans les 112 villes de plus de 3 500 habitants et dans les communes de taille inférieure où d'une manière ou d'une autre nous serons présents. Aucune des voix qui se sont portées sur nos listes ne tiennent du hasard, elles sont le fruit du travail militant, du rayonnement, de la volonté de rassemblement des dizaines de milliers de militant·e·s et d'élu·e·s communistes. C'est pourquoi, de la section au Conseil national nous devons aussi, dans les jours qui viennent, travailler à analyser en profondeur ce qui s'est passé lors de ce 1er tour, ce qui a marché et ce qui n'a pas marché dans nos campagnes,..

Nous avons beaucoup appris lors de cette campagne très particulière et cet apprentissage est porteur d'avenir pour notre parti et les idéaux dont il est porteur.✪

Yann Le Pollotec et Pierre Lacaze
secteur Élections

1. Sondage IFOP du 16 mars

Aéroports de Paris

La privatisation a du plomb dans l'aile…

« Les circonstances économiques ne sont pas réunies pour engager une opération de ce type », nous dit Monsieur Le Maire, ministre de l'Industrie et des Finances. Nous avons envie de lui dire qu'il était temps qu'il s'en aperçoive. Heureusement que 1 090 570 personnes, selon le Conseil constitutionnel, se sont saisies du RIP pour demander un référendum. La privatisation d'ADP est un non-sens économique, un non-sens écologique, un non-sens stratégique pour le développement des mobilités.

Tout avait commencé par le souhait du gouvernement de privatiser les Aéroports de Paris, dont l'État détient 50,6 % des parts. Il y a presque un an, le 10 avril 2019, 248 parlementaires, dont l'ensemble des parlementaires communistes, ont signé la proposition de loi visant à affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aérodromes de Paris, après que l'Assemblée nationale a voté sa privatisation sans tenir compte du vote contraire du Sénat. Cette initiative s'appuie d'abord sur la singularité d'Aéroports de Paris : 13 aérodromes franciliens, des participations dans des aérodromes internationaux qui en font le 1er groupe mondial, 100 millions de passagers par an et 120 millions prévus en 2023. C'est également la première frontière de notre pays. ADP rapporte 342 millions d'euros de dividendes chaque année, dont la moitié pour l'État ; la société ADP est propriétaire de 6 680 hectares d'infrastructures et de terrains et de 355 hectares de réserves foncières. ADP représente également un enjeu majeur d'aménagement du territoire.

Il est urgent de changer les règles du référendum d'initiative partagé (RIP)

Le RIP, instauré par N. Sarkozy en 2008, est inapplicable à cause des conditions drastiques exigées pour sa mise en œuvre. À commencer par la signature de 185 parlementaires minimum, soit un cinquième du Parlement, puis l'obtention de 10 % du corps électoral (4,7 millions de personnes). Et, dans le cas où tous ces obstacles seraient surmontés, un dernier filtre se dresse si l'Assemblée ou le Sénat examine le texte dans les six mois qui suivent le recueil des signatures, le référendum ne peut pas avoir lieu.

Le 13 juin 2019 donc, le ministère de l'Intérieur a mis en ligne un site Internet permettant aux électeurs/électrices d'aller signer la pétition, dont les conditions d'inscriptions ont été complexifiées. Bien que chaque scrutin fasse l'objet d'une campagne ministérielle de communication, le gouvernement a toutefois décidé de n'en faire aucune publicité officielle pour « rester neutre », interdisant aux parlementaires d'en faire. De fait, aucun débat, aucune émission spéciale n'aura eu lieu sur les médias publics et privés. Alors que 12 millions d'euros avaient été utilisés pour le grand débat de Macron, plusieurs millions d'euros pour la publicité de la privatisation de la FDJ, l'État aura dépensé moins de 15 000 euros pour le RIP.

La barre du million dépassée !

Neuf mois plus tard, plus d'un million de signatures ont été atteintes, ce qui constitue déjà une barre symbolique d'importance qui permet de rappeler au Président de la République sa parole lors de sa conférence de presse du 25 avril 2019. Ce dernier souhaitant abaisser le seuil du RIP à 1 million de signatures.

Le RIP a également souffert d'un agenda complexe : coincé entre les vacances de l'été, de la Toussaint et de Noël, la préparation des élections municipales et d'un agenda social sans précédent depuis plusieurs décennies.

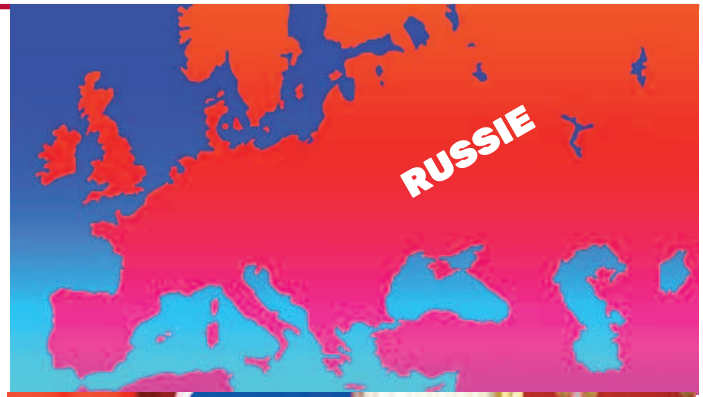
Nous avons beaucoup appris de ces neuf mois d'expériences :

De nombreux militant·e·s, lors de la Fête de l'Humanité (10 000 signatures récoltées) mais pas seulement, ont fait signer pour le RIP. Dans 58 départements, nous avons tenu des initiatives, des débats, travaillé avec des collectifs inter orga. Nos parlementaires n'ont rien lâché, jusqu'à imposer un débat au Sénat le 6 février, et interpeller sans relâche Édouard Philippe et ses ministres. *L'Humanité*, *l'Humanité dimanche*, *La Marseillaise* se sont fait les échos de la mobilisation, dénonçant les dénis de démocratie, donnant des arguments économiques, sociaux, écologiques. Les esprits diront que nous aurions pu faire mieux. C'est sûr. Mais cette bataille de neuf mois nous confirme, malgré tous les obstacles, que nous avons besoin de cultiver l'esprit de suite et de ne rien lâcher en permettant à chacun .e de s'exprimer.

Alors ne boudons pas notre première victoire. ✪

Pierre Laurent

La réforme constitutionnelle russe ou comment gagner de l'espace et du temps



Le 22 avril prochain, les Russes seront consultés sur les changements apportés dans la Constitution actuelle qui, rappelons-le, est issue du coup d'État d'Eltsine contre le Parlement en octobre 1993. Deux principales directions se dégagent.

Une série de nouveaux articles lui donne une coloration ultra-conservatrice. On y exalte la patrie, prise dans un sens impérial, dans le nouvel article 67 par exemple qui stipule : « La Fédération de Russie, unie par une histoire millénaire, conservant la mémoire des ancêtres qui nous ont transmis des idéaux et la foi en Dieu, ainsi que la continuité du développement de l'État russe, reconnaît l'unité de l'État existant historiquement ». On y exalte la famille : « Les enfants sont un des biens principaux de l'État (ibid.) » ou encore : « La défense de la famille, de la maternité, de la paternité et de l'enfance ; la défense du mariage comme union entre un homme et une femme ; la création de conditions pour élever les enfants dans la famille » (article 72). Le travail n'est pas oublié dans l'article 75 avec l'inscription dans la Constitution du salaire minimum et de retraites « sur la base de la solidarité entre générations », ce qui n'a pas empêché Poutine de repousser l'âge de départ de cinq ans en septembre 2018, en dépit d'une très importante mobilisation sociale. La primauté de la Constitution sur le droit international est affirmée. Les pouvoirs du président sont renforcés, en particulier sur l'activité du gouvernement, du parlement et des pouvoirs locaux.

D'autre part, le sort que se réserve Vladimir Poutine après la fin de son mandat, en 2024, fait couler beaucoup d'encre. Il se réserve en réalité un maximum de marges de manœuvre. La limitation des mandats présidentiels à deux ne prendra pas en compte les mandats antérieurs à la réforme constitutionnelle, ce qui laisse théoriquement au président actuel la possibilité de rester au pouvoir jusqu'en 2036. Par ailleurs, une institution jusqu'alors faible, le conseil l'État, gagne en pouvoir et en visibilité, pour devenir une instance clé de régulation entre les pouvoirs locaux et le pouvoir central.

"Il s'agit d'essayer de sortir de la contradiction fondamentale dans laquelle se trouve le Kremlin"

Il s'agit surtout de gagner du temps et de l'espace, pour essayer de sortir de la contradiction fondamentale dans laquelle se trouve le Kremlin : d'une part, Poutine demeure relativement populaire, mais l'est de moins de moins, et surtout l'est par défaut ; d'autre part, le système politique, lui, est très impopulaire ; or, il s'agit de sauver le système du pourrissement. Pour l'instant, le pouvoir n'a pas trouvé la martingale gagnante. Il avait retrouvé un nouveau souffle en démantelant Youkos en 2005/2006 puis en annexant la Crimée en 2014. Sera-t-il capable de trouver un troisième souffle alors qu'il demeure hautement dépendant des déséquilibres du capitalisme russe, lui-même très lié aux hydrocarbures, qui fournissent le tiers du PIB russe et dont les prix ont chuté de 30 % en une semaine ?

Dans ce contexte, les défis pour la gauche sont énormes. Le Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF) s'est abstenu sur la réforme constitutionnelle, en votant néanmoins contre la remise à zéro du décompte des mandats présidentiels. Le défi majeur est, pour les communistes et pour les autres organisations politiques et sociales, de construire une alternative politique qui paraisse crédible à une majorité du peuple russe. Le mouvement social et les connections politiques qui ont commencé à émerger à l'occasion de la campagne présidentielle et du mouvement sur les retraites en 2018 peuvent être des étapes allant dans cette direction. ✪

Vincent Boulet
responsable Europe du PCF

L'éducation sexuelle est un droit !

La semaine du féminisme constitue un moment fort de la vie du MJCF. Ces sept jours sont l'apogée d'une bataille que nous faisons vivre toute l'année à travers nos revendications et nos actions pour une société débarrassée du patriarcat.
Pour l'édition 2020, nous avons choisi comme thème une revendication : la mise en place de séances d'éducation à la vie sexuelle et affective. L'année 2019, comme les années précédentes, a été profondément marquée par la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. La mise en lumière des violences conjugales et des féminicides a obligé le gouvernement à réagir en septembre dernier. Or celui-ci n'a débloqué aucun budget pour répondre à l'urgence : logement, protection des victimes, justice, etc. En tant qu'organisation de jeunesse, et alors que les jeunes sont les premières victimes de ces violences, nous étions particulièrement attentifs aux mesures de prévention. Aucune n'a été annoncée. Pourtant elles existent : trois séances annuelles d'éducation à la vie affective et sexuelle à tous les niveaux de la scolarité sont prévues dans la loi. Or, faute de budget et de temps, elles ne sont pas mises en place. Ces séances devraient être l'occasion d'informer sur la santé sexuelle, mais aussi d'éduquer au consentement, à l'égalité, et de lutter contre toutes les discriminations pour permettre à toutes et tous de vivre des relations épanouissantes. Nous exigeons donc 1 milliard d'euros pour accompagner les victimes dès maintenant, mais aussi pour pouvoir mettre à bas ces violences demain.

Partout les jeunes communistes en action

Dans toute la France, les jeunes communistes ont fait vivre cette semaine à travers une multitude d'actions. À Lille avec une exposition et des concerts, à Poitiers avec une conférence à l'Université, à Rennes à travers des ateliers débats, formation à Toulouse ou encore projection de film à Rouen, pour ne citer que ces exemples. Bien sûr toute la semaine nous étions présent·e·s au plus près des jeunes concernés par nos revendications pour les diffuser : devant les lycées et dans les universités. C'est d'ailleurs devant un lycée que les jeunes communistes de Paris ont accroché une banderole "l'éducation sexuelle est un droit".
Les lycéen·ne·s et étudiant·e·s rencontré·e·s ont réservé un très bon accueil à nos tracts et à notre revendication. Beaucoup comprennent la nécessité de ces séances et déplorent d'en être privés. Chacun y va de son anecdote personnelle, comme Louise : « En 4e, pour nous expliquer la contraception, on a fait sortir les garçons, comme si ça ne les concernaient pas » ; ou Balthazar : « J'aurais bien aimé qu'on me parle de la première fois, plutôt que de m'angoisser sur la performance ».
C'est aussi tout autant de moments de partage et d'union. En effet, une grand partie de ces actions ont eu lieu en co-organisation, ou en invitant les associations féministes locales ou nationales : à l'image du débat organisé au Havre où étaient présentes Femmes solidaires, Nous toutes, le PCF et Putain de guerrières. Plus que simplement rassembler un public plus large, ces collaborations permettent à nos discours et actions d'être toujours plus près de la réalité grâce à des associations de terrain, et de gagner en qualité grâce à des échanges riches.

Le 8 mars tout·e·s mobilisé·e·s pour les droits des femmes !

Toutes ces actions ont été l'occasion d'inviter chacun et chacune à se mobiliser dans la rue le 8 Mars pour la Journée internationale des droits des femmes. Malgré la répression subie par des manifestantes mobilisées dès le samedi soir, les manifestations ont été un immense succès. Des manifestantes très nombreuses dans les rues dans toutes les villes de France. L'actualité chargée n'a pas manqué de rappeler l'importance et le long chemin qu'il reste à parcourir pour l'égalité : culture du viol et réforme des retraites étaient partout sur les pancartes.
Surtout la forte mobilisation des jeunes, d'une ampleur remarquée, en particulier par les militantes habituées depuis 10, 20, 30 ans, est un symbole fort. Une nouvelle génération de femmes qui refusent le patriarcat se lève. Après déjà une première mobilisation exceptionnelle lors de la journée contre les violences faites aux femmes le 25 novembre. Le regain de mobilisation autour du féminisme est une victoire. Face à tous les combats pour l'émancipation des femmes, les jeunes communistes sont déterminé·e·s à mener la bataille et à être des moteurs d'une révolution féministe ! ✪

Clémentine Le Duey
coordinatrice nationale
à la vie des départements

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - **COMITÉ DE RÉDACTION :** Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : **communistes@pcf.fr** **RELECTURE :** Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

PCF
SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse :.....€ **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19